

Directeur de la publication : Paul-Marie Coûteaux

Secrétaires de rédaction : Huguette Livernault, Luc-André Marsac

## ÉDITORIAL

### Les Trois Souverainetés

Petit aperçu théorique à l'occasion de notre colloque  
"France, qu'as-tu fait de tes Libertés ?"

Ce n'est pas un hasard si, pour le premier colloque qu'il vient d'organiser avec succès, le SIEL a choisi pour thème la vieille mais inépuisable question des libertés. Outre que celle-ci figure à son enseigne, il y a aussi que, dans le long combat qui depuis trois siècles oppose les Classiques aux Modernes (opposition dont la césure droite/gauche n'est qu'une traduction contingente) la liberté redevient aujourd'hui un enjeu brûlant : si les Modernes en font souvent un étendard, il leur arrive souvent de le jeter au ruisseau, les Classiques reprenant la main en pointant les menaces que font peser sur les libertés concrètes les totalitarismes parés des plumes de l'Égalité et de ses surenchères. En somme, le thème va et vient de part et d'autre de notre échiquier politique : si, de Gaulle ayant rétabli l'autorité de l'État au risque d'une certaine *statocratie*, les Classiques furent un temps submergée par la rhétorique de la Liberté que mania sans vergogne une certaine gauche passée au moule de 68, elle peut et doit reprendre l'avantage en restaurant le sens authentique d'un mot hélas perverti de tous côtés.

---

#### SOMMAIRE

<b>EDITORIAL</b>	<b>1</b>
<i>Les Trois Souverainetés</i> par Paul-Marie Coûteaux et Karim Ouchikh	
<b>LA VIE DU SIEL</b>	<b>3</b>
par Karim Ouchikh	
<b>DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS</b>	<b>4</b>
<b>LA PAROLE A ...</b>	<b>5</b>
Michel Sergent Après la manifestation pour tous	
<b>LA CHRONIQUE DE ...</b>	<b>6</b>
Cédric Milhat Le Mali ou le faux (a)Lybie	
<b>NOTE DE LECTURE</b>	<b>6</b>
Le Pen, une histoire française par Maurice Livernault	
<b>AGENDA</b>	<b>7</b>

Tel était bien l'angle d'attaque de notre colloque : on ne saurait confondre plus longtemps la liberté des libéraux, qui est la nôtre, et la liberté des libertaires (celle de la gauche française et des libéraux états-unis), dont la preuve fut mille fois faite qu'elle aboutissait à une sorte de totalitarisme mou, celui du marché et de la marchandise, de la « jouissance sans entraves », du refus du débat avec quiconque porte l'héritage d'une tradition, finalement de l'étouffement minutieux de la liberté d'expression et de la liberté de conscience, des libertés religieuses comme des libertés universitaires, jusqu'à la liberté de parler sa langue, en passant bien entendu par les libertés économiques puisque, par un de ces retours fréquents dans l'histoire, la satisfaction de toutes les « libertés » devenues caprices engendre partout de nouveaux droits, assortis d'allocations et de subventions innombrables qui ont peu à peu rétabli l'Etat Léviathan. Certes, la société de la marchandise préfère de beaucoup cette liberté-là, de

type existentialiste, qui transforme l'Homme en une sorte de matière plastique (au point même de lui permettre, selon la pernicieuse théorie du *gender*, de changer de sexe s'il lui chante) une matière parmi la matière, une marchandise parmi la marchandise qui n'a plus aucun *être* propre à opposer aux mirages de la consommation. Combien différente la liberté des Classiques, qui n'équivaut pas à « faire ce que l'on veut », ou ce que le marché veut que l'on veuille, mais à être toujours plus profondément, plus « essentiellement » ce que l'on est selon son héritage et sa nature : pour nous, être libre c'est pouvoir rester, ou devenir ce que l'on est. Quelle meilleure manière d'être au monde, tant il est vrai que, comme l'a dit d'un trait le grand Paul Claudel : « Ce que chacun peut apporter de meilleur au monde, c'est lui-même ».

Certes, la liberté des libertaires paraît aujourd'hui triompher sous toutes les espèces, mais il est aisé de voir que ses limites lui barrent la route de tous côtés : limites des ressources naturelles pour commencer, épuisées par la sur-consommation marchande et ses dangereux caprices ; limites de la jouissance, épuisée par la "tyrannie du plaisir" dont Jean-Claude Guillebaud a si bien décrit les enchaînements ; limites financières aussi, quand le droit de faire ce que l'on veut se transforme en devoir intimé à l'État d'en payer la satisfaction, poussant jusqu'à l'absurde l'inflation des dépenses publiques, corrélativement des charges fiscales et des déficits ; limites des extrapolations existentialistes quand l'Homme entend s'affranchir de toutes lois de la Nature jusqu'à prétendre forcer toutes ses bornes. Devant tant d'impasses, qui sont celles-là mêmes de l'existentialisme libertaire, il est tout à fait possible de nous réapproprier le grand L de la Liberté restaurée dans son sens premier, qu'on peut dire essentialiste, le seul qui soit conforme à la loi naturelle - Liberté de rester ce que nous sommes, des Personnes enracinées dans leurs traditions propres et participant à l'Histoire comme citoyens de nations elles-mêmes libres, c'est-à-dire souveraines.

*Souveraineté*, tel est une fois encore notre maître mot, la traduction politique de la valeur Liberté. Car nous parlons, en fait de *Souveraineté*, de toutes les formes de « l'Être soi collectif » -en fait, on peut en distinguer trois : il ne s'agit pas seulement de la souveraineté de la Nation (que nous avons garde d'oublier, serait-ce seulement que les trois souverainetés sont liées entre elles) ; il ne s'agit pas seulement de la souveraineté de l'État, instrument de participation à l'Histoire qui doit rester libre face aux féodalités corruptrices ; il s'agit aussi de souveraineté culturelle, troisième volet du triptyque souverainiste, qui protège la diversité des cultures, autrement dit la pérennité des civilisations luttant pour rester elles-mêmes, sans cesse enrichies et métamorphosées mais toujours fidèles à leurs génies propres, face aux ravages de l'uniformisation mondialiste. Trop longtemps sans doute les souverainistes se sont-ils concentrés sur les libertés juridiques, la souveraineté nationale que l'atlantisme et finalement l'Europe bruxelloise ont brutalement menacée depuis Maastricht. Trop longtemps sans doute les souverainistes ont donné l'impression, dans leur volonté de restaurer la Puissance publique dans ses prérogatives régaliennes et son autorité, de verser dans un dirigisme dont le système même est contraire à la liberté fondamentale de l'État. Et, trop longtemps sans doute, les souverainistes ont négligé ce que l'idéologie soixante-huitarde, maîtresse du langage, a nommé « questions de société », et dans lesquelles nous avons longtemps répugné à nous engager, comme étant d'apparence secondaire, jusqu'à découvrir que c'est la civilisation française toute entière qu'elles remettent en cause.

En définitive, notre colloque du 28 janvier aura constitué une pierre sur notre chemin, - en attendant celle que nous poserons ensemble, lors de notre Forum qui se tiendra à Dourdan, les 12, 13 et 14 avril prochain - qui doit nous conduire à parfaire notre "doctrine de la souveraineté", laquelle ne sera victorieuse que si elle est comprise et qui ne pourra l'être que si elle est complète.

**Paul-Marie Coûteaux**  
Président-fondateur du SIEL  
Administrateur du RBM

**Karim Ouchikh**  
Président exécutif du SIEL  
Administrateur du RBM

## La vie du SIEL

### France, qu'as-tu fait de tes libertés ?

Avec la tenue dans l'enceinte prestigieuse de l'Assemblée nationale, le 28 janvier 2013, du colloque "*France, qu'as-tu fait de tes libertés ?*", rarement manifestation n'aura été en prise aussi directe avec l'actualité du moment. Organisée sous l'égide du SIEL, des *Cahiers de l'Indépendance* mais aussi de M. Jacques Bompard, député de la 4<sup>ème</sup> circonscription du Vaucluse, maire d'Orange, cette opération aura permis de dresser un état des lieux objectif des atteintes innombrables qui assaillent les libertés fondamentales en France, non sans tenter d'exposer à cette occasion les voies et moyens d'extraire notre pays de cet enfer liberticide.

Devant un auditoire attentif composé de près de trois cent personnes, dont nombre d'adhérents et de sympathisants du SIEL, les orateurs se seront succédés à la tribune, à un rythme soutenu, - après un exposé introductif saisissant de Jacques Bompard - pour passer en revue, en maints domaines, celles des libertés qui leur apparaissaient les plus attaquées : la nation (Olivier Perceval), l'enseignement (Gilles Lebreton), l'économie (Charles Beigbeder ; Philippe Herlin), les médias (Robert Ménard ; Laurent Artur du Plessis ; Eric Martin ; Claude Chollet ; Karim Ouchikh), les religions (Alain Wagner ; Abbé Pagès), les identités locales (Pierre-Louis Mériguet), la laïcité (Christine Tassin ; Pierre Cassen), la pensée (Sarah Vajda), la langue française (Philippe de Saint-Robert). Ce tour d'horizon des libertés malmenées n'aura pas manqué de prendre des chemins de traverse inattendus, comme ceux qui furent empruntés de manière éclairante pour évoquer la figure du Général de Gaulle (Gérard Bardy), pour traiter des banlieues (Xavier Lemoine) ou pour prolonger le débat actuel qui entoure la question dite du "mariage" homosexuel" (Catherine Rouvier). Ce vaste panorama des atteintes aux libertés publiques aura permis de faire, cinq heures durant, un examen complet de ce véritable phénomène de société, qui fut en tous les cas suffisamment instructif pour combler à coup sûr les interrogations nombreuses d'un public captivé à qui la parole aura été donnée quelques instants.

S'il paraît difficile de réaliser ici une synthèse des interventions, toutes plus riches les unes les autres, - ce qui, in fine, fut tenté toutefois avec talent par Paul-Marie Coûteaux - un constat unanimement partagé s'est dégagé des travaux de ce colloque : si nous jouissons en France de libertés nombreuses, théoriquement protégées par la Constitution, l'analyse des conditions de leur exercice effectif dément cette réalité formelle au point de faire ressortir l'existence de censures grandissantes qui étouffent partout le débat public autant que la libre manifestation des opinions individuelles. En un mot comme en cent, les libertés fondamentales sont devenues aujourd'hui en France, pour tous, un vaste champ de ruines.

Devant pareille désolation, que faire ? D'abord s'armer de courage et continuer à braver le camp du Bien qui voudrait imposer à tous une vision conformiste et intolérante du monde ; ensuite, pour les bastions de résistance et d'opposition à la pensée unique que nous représentons tous au Palais Bourbon, il nous faut élargir et intensifier nos moyens d'expression, ce que la technologie moderne nous autorise désormais : les réseaux sociaux, Tweeter, Facebook, Internet constituent aujourd'hui des techniques inédites qui nous permettent d'opposer, - indépendamment de l'action proprement politique - au système en place une contradiction durable, qui sera d'autant plus efficace que le contrôle de ces technologies modernes échappe encore largement au complexe médiatico-politique. Enfin il ne faut pas trop se tourmenter : au pays de Voltaire, les censures ne résistent guère à l'épreuve du temps. Les années passent et chacun constate que cette terreur de basse intensité passe de moins en moins auprès de nos compatriotes à mesure que se vérifie sur le terrain la réception grandissante du langage de vérité que notre famille de pensée ne cesse de tenir avec constance.

L'insoumission à la police de la pensée est certainement promise à un bel avenir en France : tel est sans doute le message d'espoir qui se sera dégagé en clôture d'une manifestation de grande qualité, qui aura fait progresser assurément le débat des idées : on en mesurera certainement la portée considérable dans les mois à venir, sans doute à la faveur de l'édition programmée des actes de ce colloque par les *Cahiers de l'Indépendance*. Reste ici pour conclure à saluer, comme Paul-Marie Coûteaux et l'auteur de ces lignes ont eu l'occasion de le faire de vive voix le 28 janvier dernier, le travail remarquable réalisé par les militants du SIEL plusieurs mois durant, sans lequel le succès de cette opération mémorable n'aurait certainement pas été au rendez-vous.

**Karim Ouchikh**

## **DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS**

### **Le loup est sorti du bois**

Le premier Ministre britannique, David Cameron, a délivré, le 23 janvier, à Londres, un discours très attendu sur les relations entre le Royaume-Uni et l'U.E. Après un rapide bilan de la situation, il a présenté les cinq principes qui devraient permettre, selon lui, d'améliorer les relations avec Bruxelles, et a promis d'organiser un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne d'ici à 2017, s'il gagne les législatives de 2015.

Nigel Farage, député britannique au Parlement européen (Groupe ELD) et leader du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) a déclaré que "le retrait du Royaume-Uni de l'U.E. est une cause très populaire" et souligné qu'il "s'agissait là d'un grand succès de UKIP, dans la mesure où sans ses pressions, David Cameron n'aurait jamais promis un référendum", se félicitant que "le vrai travail commence aujourd'hui" : "Nous allons faire campagne pour passer des accords commerciaux avec les pays européens, pour coopérer à des projets communs, pour instaurer des relations de bon voisinage, mais nous refusons catégoriquement toute appartenance à une union politique".

Nigel Farage s'est également interrogé sur la sincérité du Premier Ministre britannique de "rapatrier les pouvoirs de Bruxelles à Londres", se demandant s'il ne s'agissait pas là tout simplement d'une "tactique électorale" et s'il n'essayait "d'endormir les Britanniques avec de vagues promesses" : "Si M. Cameron était honnête au sujet d'une renégociation, alors il invoquerait l'article 50 du traité de Lisbonne, qui est le seul mécanisme qui le permet".

### **« L'Europe ne peut parler d'une seule voix que pour ne rien dire » (Philippe de Saint Robert)**

Lady Catherine Ashton, "Haute" (sic !) représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, à l'instar des chefs de gouvernements des pays membres de l'UE et de leurs ministres des affaires étrangères, est encore plus muette et inerte que d'habitude face l'intervention militaire directe de la France au Mali : ni soutien politique, ni effort financier, ni la moindre velléité d'action militaire - hormis une « mission de formation pour l'armée malienne » qui pourrait débiter en février ! Seuls le Royaume-Uni et la Belgique ont consenti à fournir une petite aide logistique pour le transport de troupes et de matériels.

Derrière les contraintes budgétaires et les réticences des opinions publiques que nos Cabris invoquent, il faut plutôt voir les équivoques diplomatiques « européennes » entraînées par les puissances anglo-saxonnes et la prétendue « *Politique Etrangère Commune* » de l'Union européenne, équivoques qui ont en réalité, sous couvert d'imposer la démocratie par la force et de célébrer un « printemps arabe », partout favorisé l'islamisme le plus agressif.

### **Mea Culpa du FMI sur l'UE**

Deux économistes réputés du FMI, Olivier Blanchard et Daniel Leigh, viennent de reconnaître « avoir fait des erreurs dans les calculs d'impact de l'austérité » sur les économies européennes. Les prévisions du FMI ont considérablement sous-estimé l'augmentation du chômage, l'atonie de la demande, l'impact social et psychologique des politiques exigées par la Troïka en Grèce, au Portugal et en Espagne.

La Kommission, la Banque Centrale Européenne et l'Allemagne, en revanche, persistent et signent en insistant toujours sur la nécessité de l'austérité, via une réduction des budgets et une consolidation fiscale comme condition au versement des aides ...

### **Serrez à droite**

Les « valeurs d'ordre », comme disent les sociologues, ont fortement progressé en trois ans ; c'est ce qui ressort du dernier « baromètre de la confiance politique », publié par le Cevipof, le Centre de recherches politiques de Sciences Po : de moins en moins de Français partagent les valeurs traditionnelles défendues par la gauche au gouvernement, mais aussi par les journalistes et commentateurs, littéralement stupéfaits par un peuple qui, décidément, ne leur ressemble pas. Imaginez le désarroi !

Prenons des sujets au cœur du logiciel de ce joli monde : fin 2009, 49 % des électeurs pensaient qu'il y avait trop d'immigrés en France. Ils sont... 65 % aujourd'hui. En revanche, alors qu'ils étaient 73 % à faire confiance aux personnes ayant une religion différente de la leur, ils ne sont plus que 68 %.

Les Français seraient donc d'affreux réacs, méfiants, suspicieux. Et, bien sûr, tout cela sans fondement véritable. Au pire, une mauvaise passe, un « désenchantement démocratique » dû à la crise et à la « déception qui a suivi la présidentielle » commente le directeur du Cevipof. On se rassure comme on peut...

Parce que si vous ajoutez à ces chiffres les autres données qui ressortent de cette étude et qui montrent que les Français sont toujours plus méfiants et moroses, le tableau dépeint laisse penser qu'il s'agit d'une véritable lame de fond qui, si elle ne se traduit pas encore dans les urnes (ou, du moins, pas avec la vigueur correspondant à ce désarroi), pourrait bien finir par emporter la société toute entière.

### **Après la manifestation pour tous**

Ceux qui étaient présents dans les rues de Paris ce dimanche 13 janvier ont vécu un moment rare d'unité du pays profond pour montrer leur attachement à la famille et aux enfants.

Même si la manifestation était d'audience plus large, il s'agissait pour beaucoup de rappeler leur confiance envers une civilisation bâtie sur la tradition judéo-chrétienne, même si leur vie en est souvent distancée.

Pour ceux, qui comme moi, militent depuis des années (1997) sur ces questions, comme une sorte de Don Quichotte, cette mobilisation est une divine surprise. Pendant cette période, certains ont été entraînés dans la boue, attaqués devant les tribunaux dans l'indifférence du plus grand nombre.

La partie n'est ni gagnée ni perdue. Des actions décentralisées ou peut-être d'autres manifestations nationales vont se poursuivre dans les prochaines semaines. Cela sera l'occasion pour ceux qui n'y étaient pas de s'engager à leur tour.

J'ai passé un moment après la manif avec des catholiques de gauche qui pensaient que François Hollande n'opposerait pas les Français les uns aux autres. Ils avaient l'intention de poursuivre le dialogue jusque dans l'entourage du président. La donne pourra être changée si ce dialogue avec les amis de François Hollande se poursuit, en particulier auprès des français musulmans.

Envoyer ses vœux à son député, surtout lorsqu'il est dans la majorité présidentielle; engager le dialogue avec les responsables de la mosquée du coin sont à la portée de certains d'entre vous.

Néanmoins, à première vue, le Président de la République devrait a priori s'entêter.

Quoi qu'il advienne, d'autres fronts seront ouverts :

- comment apporterons-nous notre soutien aux maires qui feront valoir leur objection de conscience ?
- sur le plan de l'éducation, comment endiguer le changement de sens des mots, la propagande LGBT auprès des enfants, l'introduction de la théorie du genre dans les manuels scolaires ?
- dans les communautés religieuses, où de nombreux bergers ont abandonné la morale la plus élémentaire et qui devront faire face à la pression de l'Etat pour les inciter à célébrer des mariages homosexuels,
- dans les entreprises, qui mettent en place des formations de rééducation de leur personnel.

En relisant deux textes majeurs de la Bible sur le sujet, ce qui est décrit à Sodome, est un environnement totalitaire qui vise à ce que tous en viennent à la pratique homosexuelle. Le fond du problème est là : où est la limite à toutes ces revendications depuis 15 ans ?

Même si l'on est attaché aux acquis d'une démocratie libérale où l'Etat n'a pas à se mêler de ce qui se passe dans l'intimité du domicile et des pratiques sexuelles de chacun, l'épître aux Romains décrit également cet effet d'entraînement du vice qui ne restera jamais cantonné à la chambre à coucher.

Se pose également la question politique au sens non partisan du terme.

Si la Manif pour Tous échoue à infléchir le cours des choses, elle mettra en évidence de façon flagrante les limites de notre démocratie (ou ex-démocratie).

Le Referendum d'initiative populaire est l'instrument qui permet de trancher un débat avec un chef de l'Etat, dont l'élection ne peut être l'acceptation de l'ensemble d'un programme politique.

La deuxième question sera d'évaluer les bonnes intentions de certains responsables politiques qui viennent d'avouer avoir fait fausse route depuis 15 ans et d'évaluer leur capacité réelle à abroger cette loi.

Je voulais vous encourager à tenir ferme dans ce bon combat. 2013 peut être l'année de la renaissance de l'âme de la France.

\* membre du SIEL, créateur de [siel-opale.overblog.com](http://siel-opale.overblog.com)

## ***La chronique de Cédric Milhat***

### **Le Mali ou le faux (a)Libye**

En matière de politique de gribouille, jamais notre politique étrangère n'aura montré autant d'incohérence. De l'Afghanistan au Mali, sans oublier la Libye et demain, peut-être, la Syrie, notre action aura été soit en contrepoint (Mali), soit caractérisée par un suivisme reposant sur les deux piliers de la sempiternelle « lutte contre le terrorisme » et de la tartufferie droit-de-l'homme. L'intervention de la France au Mali, aux côtés des armées d'Afrique noire (armée régulière malienne proprement dite et contingent de la CEDEAO), si elle est opportune, se trouve affectée d'une tare indélébile, tandis qu'elle reste tardive, voire incertaine quant à sa durée. Opportune, elle l'est car nous avons de hauts intérêts gaziers et pétroliers à défendre face au Qatar, à l'Algérie et aux Etats-Unis. Mais la France doit aussi assumer les graves conséquences de son activisme forcené en Libye, qui a déstabilisé les équilibres subtils de la sous-région sahélo-saharienne. De ce fait, l'envoi de nos militaires est plus que tardive dans la mesure où le Quai d'Orsay, sans l'avoir pris en compte au moment de la guerre en Libye, a derechef, méconnu ou minimisé la question touarègue du Nord-Mali, au point d'avoir laissé les Djihadistes gagner du terrain en supplantant les « seigneurs du désert ». Dès lors, incertaine, l'issue de cette guerre dépendra de notre capacité, d'une part à nous allier avec les séparatistes du MNLA (sans nous aliéner les maliens sédentarisés du Sud, lesquels cultivent un fort ressentiment à l'égard du Nord) pour repousser l'offensive islamo-mafieuse (on sait que le Sahel est la plaque tournante de divers trafics criminels à destination de l'Europe, AQMI ayant des liens avec les cartels sud-américains), d'autre part à éviter la contagion islamiste aux autres États du Sahel (Tchad et Niger, notamment). Or, il est à craindre que la politique étrangère du président Hollande soit le miroir de sa politique intérieure. Affaire à suivre...



## **NOTE DE LECTURE**

### **Le Pen, une histoire française Philippe Cohen et Pierre Péan Editions Robert Laffont**

Nos deux compères ont passé au peigne fin plus d'un demi-siècle des vies publique et privée de Jean-Marie Le Pen, l'une et l'autre s'enchevêtrant d'ailleurs dans bon nombre de circonstances. S'ils n'en ont masqué aucun des aspects les plus sulfureux, ils se sont par contre acquittés de leur périlleuse entreprise sans avoir recours aux préjugés qui sont généralement un préalable obligé dans le cas d'un personnage aussi controversé. Ils ont abordé et traité avec la même sérénité tout autant ses démêlés familiaux que la constitution de sa fortune ou les dissidences qu'il eut à affronter au sein de sa propre mouvance, méthode qui ne fait que rehausser l'intérêt de leur enquête.

Il ressort clairement de celle-ci qu'après ses joutes politiques initiales, caractérisées par un premier passage au Parlement dans le cadre de l'UDCA, le parti de Pierre Poujade, et au fur et à mesure que sa personnalité et les organisations dont il eut la charge s'affirmaient, il a délibérément choisi de s'installer aux frontières d'une activité politique routinière, mais néanmoins décisive quant au destin du pays. Comme on le sait, il accentua cette posture par les saillies provocatrices qu'il prit l'habitude d'émettre épisodiquement, attirant ainsi sur lui l'indignation feinte et hypocrite des bien-pensants de tous bords. Il admet d'ailleurs n'avoir jamais souhaité accéder véritablement au pouvoir, stratégie qui l'aurait conduit à souscrire des alliances avec des partenaires qu'il tenait, souvent à juste titre, en bien piètre estime, se satisfaisant à la longue du rôle de trouble-fête parfois pernicieux qu'il n'a cessé d'imposer à un entourage qui n'apprécia pas toujours cette ligne dénuée de perspective concrète. Cependant, dès qu'il eut atteint une audience électorale non

négligeable, il dut accepter sans broncher l'injustice institutionnelle flagrante qui le prive à chaque consultation d'une représentation parlementaire, mis à part l'intermède de 1986-1988, produit de la perversité calculatrice de François Mitterrand, qui sauvait ainsi son camp d'une faillite consommée. Son relatif succès a culminé lors du second tour de la présidentielle en 2002, dont le résultat clôtura son influence, et permit au stupide occupant de l'Elysée d'y ronronner confortablement encore cinq années sans jamais tenter d'inverser le cours des choses.

Il semble bien qu'il en va tout autrement ces dernières années, relatées avec précision par les auteurs, qui ont vu sa fille Marine prendre en main les destinées du Front National, et s'employer avec énergie à le sortir de l'ornière qui le maintenait captif. Réussissant à faire oublier les frasques paternelles, à l'inverse de son géniteur elle est toute entière tournée vers la pratique du pouvoir, dont elle sait pertinemment qu'il lui faudra des alliés solides et fidèles pour le conquérir et l'exercer. De part la couardise et la déshonorante capitulation de ses adversaires, elle est quasi-mécaniquement devenue la principale force d'opposition au funeste projet du conglomérat euro-mondialiste à double face consistant à décomposer la nation française et à en dissoudre les bribes dans la fange bruxelloise. Pratiquement la seule à nommer distinctement et à dénoncer les outils fourbis dans ce but, elle propose pour sortir du marasme des solutions drastiques qui, dans la situation présente, ne peuvent être qualifiées que de révolutionnaires.

C'est pourquoi, l'authenticité de sa démarche ne présentant plus le moindre doute, et sous l'impulsion décisive de Paul-Marie Coûteaux, le SIEL a choisi de mettre un terme au piétinement stérile qui illustra la famille souverainiste depuis la fin de l'éphémère conjonction Pasqua-Villiers, en devenant en 2012 la première organisation à se joindre au Front National au sein du Rassemblement Bleu Marine, et à y faire des premiers pas prometteurs lors des récentes élections législatives.

**Maurice Livernault**



## **A G E N D A**

### **Pour la reconquête, Forum National des Droites**

Notre Forum se tiendra à **DOURDAN**, du **12 au 14 avril 2013**  
**Club Belambra « Le Normont » 36 avenue d'Orléans 91140 Dourdan**  
(le programme sera établi prochainement)



**La Manif Pour Tous** : manifestation nationale à Paris le 24 mars 2013

(sous réserve de confirmation de la date)



**Radio Courtoisie (95,6 MHz)**

**LIBRE JOURNAL de la Nuit de Paul-Marie COÛTEAUX**

Chaque **mercredi** de 21h30 à 23h - **Rediffusion** : le **vendredi** de 21h30 à 23h

---

**" Les articles publiés n'engagent la responsabilité que de leurs auteurs. "**

---